

Connaissez-vous « Gaza 2035 » ?

Parmi les « plans » du gouvernement israélien pour Gaza, on trouve le projet intitulé « Gaza 2035 »
Une fois que tout a été rasé et qu'il n'y a plus de Palestiniens.

C'est d'abord un article du *Jerusalem Post* qui en a parlé (4 mai 2024) :

<https://www.jpost.com/israel-hamas-war/article-799756>

L'article est resté en ligne (ce qui est peu fréquent sur ce site).

Il est en anglais, mais avec Chrome ou autre, on voit vite de quoi il s'agit.

En voici une traduction automatique.

De la crise à la prospérité : la vision de Netanyahu pour Gaza 2035 révélée en ligne

Le plan présente un programme en trois étapes visant à ramener Gaza à l'autonomie et, à terme, à réintégrer Gaza dans l'économie régionale.

Par [YUVAL BARNEA](#) 3 MAI 2024 21:37 Mise à jour : 3 MAI 2024 21:47



Image de Gaza générée par l'IA trouvée dans le plan du Cabinet du Premier ministre pour un Gaza d'après-guerre, le 3 mai 2024. (crédit photo : capture d'écran)

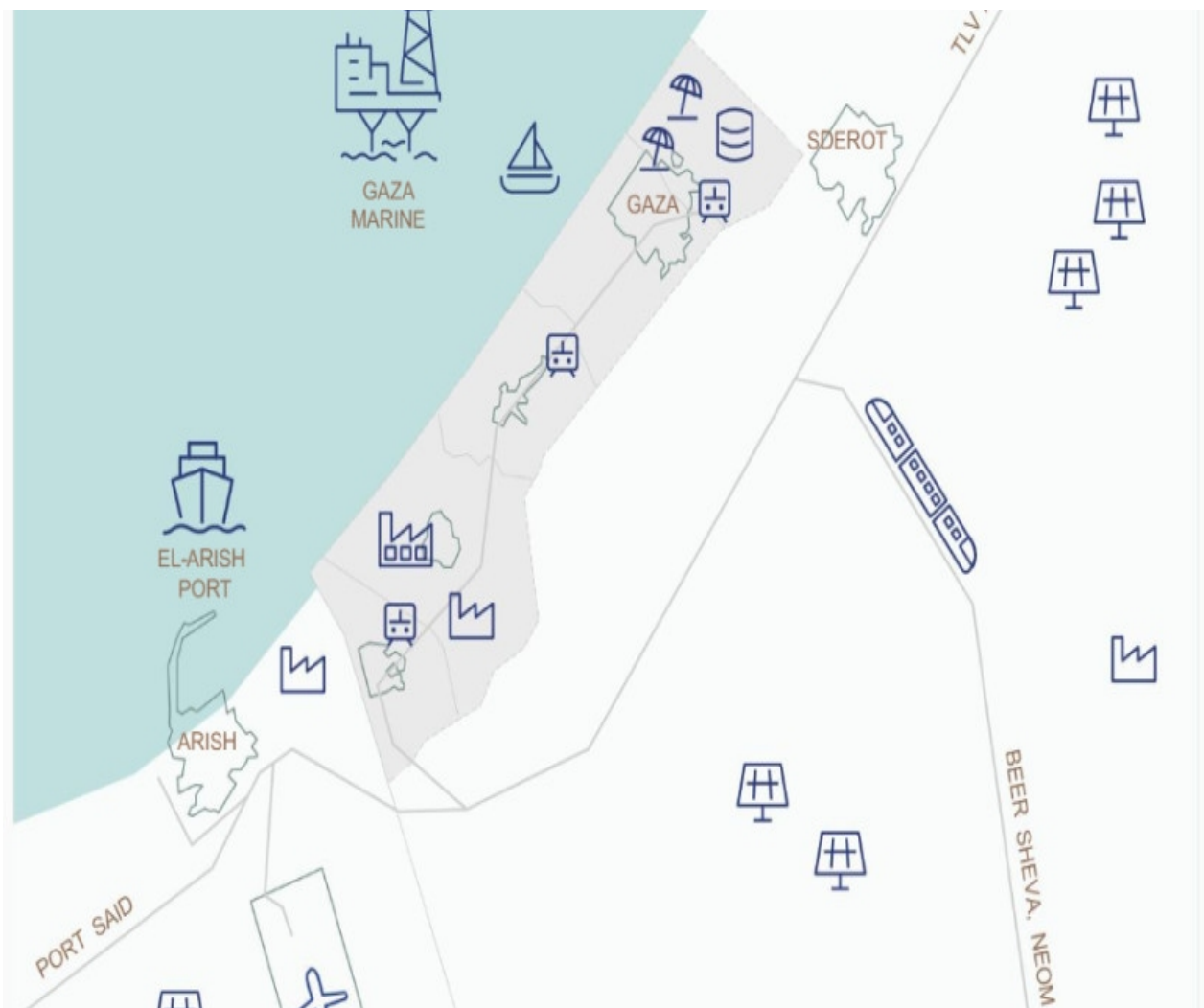
Il y a eu de nombreux débats sur ce à quoi ressembleraient exactement les plans d'Israël pour Gaza d'après-guerre. Des documents du bureau du Premier ministre ont été publiés en ligne vendredi, montrant le plan d'Israël visant à revitaliser l'économie de Gaza.

Les documents publiés en ligne montrent la tentative du Premier ministre [Benjamin Netanyahu](#) d'instaurer une paix durable et de réintégrer Gaza dans l'économie régionale grâce à de grandes infrastructures et à des investissements économiques.

Le plan fixait l'objectif de reconstruire Gaza afin de modérer sa politique.

Il a qualifié Gaza d'« avant-poste iranien » qui « sabote les chaînes d'approvisionnement émergentes » et « contrecarre tout espoir d'avenir pour le peuple palestinien ».

Le plan mettait également en évidence la place historiquement centrale qu'occupait Gaza sur les routes commerciales Est-Ouest, à la fois sur les routes commerciales Bagdad-Égypte et sur les routes commerciales Yémen-Europe.



Le plan de zone de libre-échange Gaza-Arish-Sderot constitue le plan du gouvernement pour un Gaza d'après-guerre, le 3 mai 2024. (crédit : capture d'écran)

Trois étapes vers le succès

Selon les documents, il y a trois étapes pour ramener Gaza à l'autonomie.

La première étape, intitulée Aide humanitaire, devrait durer *12 mois*. Israël créera des zones de sécurité libres de tout contrôle du Hamas, en commençant par le nord et en s'étendant lentement vers le sud.

Une coalition de pays arabes (Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Égypte, Bahreïn, Jordanie et Maroc) répartira et supervisera l'aide humanitaire dans les zones sûres.

Les Palestiniens de Gaza géreront les zones de sécurité sous la supervision des États arabes.

La deuxième étape aurait lieu *dans les cinq à dix prochaines années*. Le plan est de transférer la responsabilité israélienne en matière de sécurité vers Israël, tandis que la Coalition arabe créera un organisme multilatéral appelé Gaza Rehabilitation Authority (GRA) pour superviser les efforts de reconstruction et gérer les finances de la bande.

La GRA sera dirigée par les Palestiniens de Gaza et assumera la responsabilité de la gestion des zones de sécurité.

Cela se fera en coordination avec la mise en œuvre d'un « Plan Marshall » et d'un programme de déradicalisation.

La troisième étape, appelée « auto-gouvernance », verrait Israël conserver le droit d'agir contre les « menaces à la sécurité ».

Le pouvoir serait lentement transféré soit à un gouvernement local de Gaza, soit à un gouvernement palestinien unifié (incluant la Cisjordanie). Toutefois, cela dépend de la réussite de la déradicalisation et de la démilitarisation de la bande de Gaza et sera soumis à l'accord de toutes les parties.

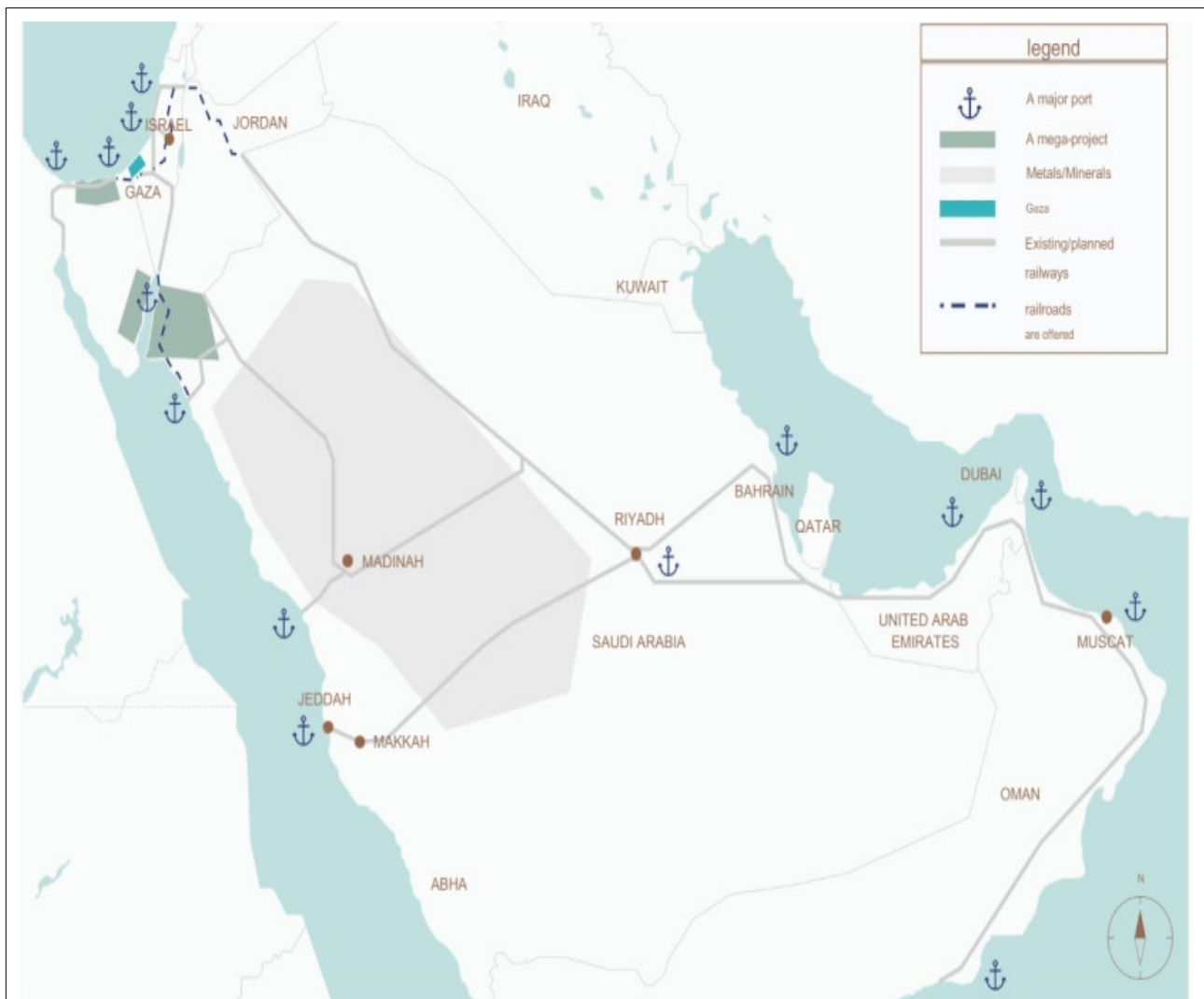
La dernière étape serait que les Palestiniens gèrent pleinement Gaza de manière indépendante et adhèrent aux accords d'Abraham.

Une partie de l'effort de reconstruction consistera à « reconstruire à partir de rien » et à concevoir de nouvelles villes à partir de zéro, qui présenteront une conception et une planification modernes.

Le plan présentait plusieurs avantages pour les pays concernés. Pour Israël, le principal avantage, outre la sécurité dans le sud, est la normalisation avec l'Arabie saoudite.

Les principaux avantages pour les États du Golfe qui y participeraient incluraient des pactes défensifs avec les États-Unis et un accès sans entrave aux ports méditerranéens de Gaza par le biais de chemins de fer et de pipelines. Le plan indique également que si une telle intervention réussit à Gaza, elle pourra être répétée au Yémen, en Syrie et au Liban.

Pour la population de Gaza, les plus grands avantages après la fin du contrôle du Hamas seraient des investissements massifs dans la bande et d'énormes opportunités d'emploi, ainsi qu'une voie vers la réunification avec la Cisjordanie et l'obtention de l'autonomie.



Infrastructures et routes commerciales prévues, tirées du plan du Cabinet du Premier ministre pour Gaza d'après-guerre, 3 mai 2024. (crédit : capture d'écran)

Le plan régional

Le plan régional plus large consiste à intensifier les mégaprojets [tels que NEOM en Arabie Saoudite](#) et à les mettre en œuvre dans le Sinaï.

Cela permettrait à Gaza de fonctionner comme un port industriel important sur la Méditerranée, qui serait le principal entrepôt d'exportation des marchandises gazaouies, mais aussi du pétrole saoudien et d'autres matières premières du Golfe.

Le plan appelle également à la création d'une zone de libre-échange massive couvrant Sderot-Gaza-[El Arish](#) , qui permettrait à Israël, Gaza et l'Égypte de profiter de cet emplacement en coopération.

En combinant les nouveaux investissements dans les infrastructures et l'intégration de la région, les gisements de gaz récemment découverts juste au nord de Gaza contribueraient à soutenir l'industrie en plein essor.

Des champs d'énergie solaire seraient également construits dans le Sinaï, ainsi que des usines de dessalement, qui contribueraient à lutter contre le changement climatique.

L'une des idées avancées par le plan est de faire de Gaza une plaque tournante clé pour la fabrication de véhicules électriques. L'espoir est que toute cette intégration puisse transformer non seulement Gaza, mais aussi El-Arish et Sderot, en un concurrent avec une production chinoise bon marché.

(fin de l'article)

En gros la même chose se retrouve ici :

<https://www.jforum.fr/la-vision-de-netanyahu-pour-gaza-2035.html>

Al-Jazeera en a parlé (16 mai 2023) ici avec quelques commentaires en plus :

<https://www.aljazeera.com/news/2024/5/16/does-israels-netanyahu-have-a-plan-for-a-day-after-the-war-on-gaza>

C'est un projet autant politique (liquidation de la question palestinienne) qu'économique : installation d'une zone de libre-échange, d'infrastructures de transport notamment des voies ferrées et TGV (avec interconnexion avec la ville nouvelle futuriste de NEOM dans le nord-ouest de l'Arabie saoudite), des gratte-ciel, des champs de panneaux solaires et des usines de dessalement de l'eau de mer dans la péninsule du Sinaï, une « ville usine » de voitures électriques et des plates-formes pétrolières au large du littoral de Gaza....

« Gaza 2035 » est officiellement intitulé *Plan pour la transformation de la bande de Gaza*. Il promet de faire passer Gaza « de la crise à la prospérité ». Le surtitre est, selon une déclaration de Netanyahu lui-même, de « reconstruire à partir de rien ». Pour cela, il faut donc qu'il ne reste plus rien.

Une version plus développée et davantage axée sur le volet économique a été publiée sur le site de *La Tribune* (27 mai 2024) ici :

<https://www.latribune.fr/opinions/tribunes/gaza-2035-table-rase-998426.html>

qui reprend des données de cet article du *Architect's Newspaper* :

<https://www.archpaper.com/2024/05/benjamin-netanyahu-unveils-regional-plan-free-trade-zone-rail-service-neom/>

Extraits (traduction automatique)

Le bureau du Premier ministre [israélien Benjamin Netanyahu a récemment publié un PowerPoint](#) qui donne un aperçu de ce que le Likoud a en tête pour l'avenir de Gaza et de la région du Levant dans son ensemble. Le 3 mai, Netanyahu a dévoilé [Gaza 2035 : un plan directeur](#) en trois étapes pour construire ce qu'il appelle la « zone de libre-échange Gaza-Arish-Sderot ». Le projet a été rapporté pour la première fois par [le Jerusalem Post](#), puis par [Al Jazeera](#) .

La zone de libre-échange Gaza-Arish-Sderot engloberait les 141 miles carrés qui composent la [bande de Gaza](#) , où plus de [34 500 Palestiniens ont été tués](#) par les forces israéliennes au cours des derniers mois et où [les experts affirment que la famine est en cours](#) . La zone comprendrait également le port

d'El-Arish au sud de Gaza, dans la péninsule égyptienne du Sinaï, ainsi que Sderot, une ville israélienne au nord de Gaza.

Les responsables de l'ONU ont publié un rapport le 2 mai indiquant que plus de [70 % du parc immobilier de Gaza](#) a été détruit et que sa reconstruction coûterait entre 40 et 50 milliards de dollars. Cela a incité un responsable de l'ONU, Abdallah al-Dardari, à déclarer : « [Nous n'avons rien vu de pareil depuis 1945.](#) »

Sous les auspices de Gaza 2035, la nouvelle zone de libre-échange serait administrée par Israël, l'Égypte et ce que le Premier ministre israélien appelle Gaza Rehabilitation Authority (l'Autorité de réhabilitation de Gaza, GRA), une agence palestinienne proposée pour superviser la reconstruction de Gaza et « gérer les finances de la bande ».

Le PowerPoint affirme que la GRA ne garantirait pas un État palestinien et ne fait aucune référence à un [système à deux États](#). Au lieu de cela, d'ici 2035, Gaza et la Cisjordanie seraient placées sous « l'[administration nominale](#) » de l'Autorité palestinienne (AP) et Israël serait responsable de la sécurité de la zone de libre-échange. Le correspondant *d'yNet*, Ron Ben Yishai, a qualifié Gaza 2035 de Benjamin Netanyahu de « [Vision de Singapour](#) ».

Gaza 2035 est officiellement intitulé *Plan pour la transformation de la bande de Gaza* et il promet de faire passer Gaza « de la crise à la prospérité ». L'idée de Netanyahu implique de « reconstruire à partir de rien », a-t-il déclaré.

Le plan régional a rencontré une opposition. Le 16 mai, le ministre des Affaires étrangères des Émirats arabes unis, Cheikh Abdallah ben Zayed Al Nahyan, [a condamné ce projet](#) dans une déclaration publique. Lara Elborno, une avocate palestino-américaine spécialisée dans les droits de l'homme, [a déclaré sur les réseaux sociaux](#) : « Il faut s'opposer sans équivoque et de toute urgence au projet d'Israël visant à voler notre gaz et à nous soumettre à cet avenir dystopique. Gaza n'est pas "rien" ».

Le « plan Marshall » de Netanyahu

Si le « Plan Marshall » de Netanyahu réussit, a déclaré le Premier ministre, il pourra être « répété au Yémen, en Syrie et au Liban ». Gaza 2035 intervient moins d'un an après que Netanyahu a présenté son plan du « [Grand Israël](#) » à l'ONU, qui prévoyait l'absorption de la Cisjordanie, de Gaza et de Jérusalem-Est dans les frontières officielles de l'État d'Israël.

Dans l'ensemble, Gaza 2035 se déroulerait en trois étapes distinctes. La première étape, intitulée « Aide humanitaire », consiste en un programme de 12 mois visant à « déradicaliser » Gaza et à éradiquer le Hamas. La deuxième étape durerait entre 5 et 10 ans, pendant lesquels [l'Arabie saoudite](#), les Émirats arabes unis, l'Égypte, Bahreïn, la Jordanie et le Maroc « superviseraient » la reconstruction de Gaza. La dernière étape serait celle où la Palestine signerait les [Accords d'Abraham](#), signalant « l'autonomie palestinienne », mais sans statut d'État.

Parmi les pays arabes mentionnés, les Émirats arabes unis sont les seuls à avoir commenté ce projet. Le ministre des Affaires étrangères des Émirats arabes unis, Cheikh Abdallah ben Zayed Al Nahyan, a déclaré : « Les Émirats arabes unis dénoncent les déclarations du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, appelant les [EAU] à participer à l'administration civile de la bande de Gaza, qui est sous occupation israélienne. » Le [communiqué](#) poursuit en disant que « les Émirats arabes unis soulignent que le Premier ministre israélien n'a pas la capacité juridique de prendre cette mesure, et que l'État refuse de se laisser entraîner dans un quelconque plan visant à fournir une couverture à la présence israélienne dans la bande de Gaza. »

Connecter Gaza à NEOM ?

Les rendus du document Gaza 2035, créés avec l'IA, montrent des gratte-ciel futuristes, des champs solaires et des usines de dessalement d'eau dans la péninsule du Sinaï, un nouveau corridor ferroviaire à grande vitesse le long de la route Salah al-Din (la principale autoroute de Gaza qui relie la ville de Gaza à Rafah). et des plates-formes pétrolières au large du littoral de Gaza.

Les plates-formes pétrolières et les porte-conteneurs ne sont pas superflus : en 2019, les analystes de l'ONU ont estimé que plus de 3,2 milliards de barils de pétrole se trouvaient [sous la zone portuaire de Gaza et en Cisjordanie](#), une valeur estimée à des milliards de dollars. Selon l'ONU, le bassin du Levant de la mer Méditerranée pourrait posséder 1,7 milliard de barils, et la Cisjordanie 1,5 milliard de barils. Ces découvertes ont incité la journaliste écologiste Yessenia Funes, écrivant dans *Atmos* (et citant Shereen Talaat, fondatrice et directrice du MENAFem, Movement for Economic, Development, and Ecological Justice) à décrire les actions militaires israéliennes de 2023-2024 à Gaza comme motivées par les ressources : « [Ce génocide c'est une question de pétrole](#) », a déclaré Funes.

Au-delà des rendus générés par l'IA, les diagrammes sont également importants. Aujourd'hui, Gaza se trouve au carrefour d'une route commerciale historique au [Moyen-Orient](#) entre le Caire et Bagdad, ainsi que l'Europe et le Yémen. Gaza 2035 capitaliserait sur cette géographie en ajoutant un nouveau service ferroviaire est-ouest entre Alexandrie, en Égypte, et la ville de Gaza, en Palestine. Cela ajouterait également un service ferroviaire nord-sud entre Gaza et [NEOM](#) – la ville saoudienne, dont les coûts de construction sont estimés à plus de 500 milliards de dollars, située à environ 210 kilomètres au sud de Rafah. Toute cette connectivité ouvrirait la possibilité aux entreprises technologiques, aux usines et aux « villes de fabrication de véhicules électriques » de migrer vers la zone de libre-échange Gaza-Arish-Sderot, indique le document.

Les chemins de fer israéliens comptent actuellement 66 gares ; son service se termine au sud à Dimona. Dans le cadre de Gaza 2035, la nouvelle ligne Gaza-NEOM étendrait le service sur environ 100 milles de Dimona à Aqaba, en Jordanie, puis se connecterait à NEOM. La ligne Gaza-NEOM aurait un arrêt à Beer Shiva, en Israël, puis se diviserait à un carrefour près de Sderot, envoyant des trains soit à Rafah, soit à Tel Aviv – Haïfa.

[La proposition d'un nouveau chemin de fer Gaza-NEOM s'inscrit dans le plan « Vision 2030 »](#) de l'Arabie saoudite qui cherche à [normaliser les relations](#) avec Israël en partie par la construction de la ville spéculative, dont la longueur a depuis été [réduite](#) de 170 kilomètres à 2,5 kilomètres.

Dans le nord de Gaza, il y aurait également une nouvelle « ville de fabrication de véhicules électriques ». Dans le sud, il y aurait de nouvelles voies ferrées entre Gaza et le port maritime d'El-Arish dans la péninsule du Sinaï et l'aéroport d'El-Gora, un petit carrefour régional à douze milles au sud de Rafah. Cela serait lié au Corridor économique Inde-Moyen-Orient-Europe (India-Middle East-Europe-Economic Corridor, [IMEC](#)), une initiative faisant partie des Routes de la Soie visant à relier l'Asie et l'Europe.

« Le front de mer de Gaza pourrait être très précieux »

Gaza 2035 est le premier plan directeur officiel pour Gaza publié par le Premier ministre israélien depuis octobre 2023. Il rejoint désormais d'autres idées non sanctionnées pour l'avenir de Gaza par les dirigeants israéliens et américains.

Le 13 octobre, quelques jours seulement après que le Hamas ait tué au moins 1 139 Israéliens et pris 240 otages, l'Institut Misgav pour la sécurité nationale et la stratégie sioniste, un groupe de réflexion

israélien, a publié une stratégie disant : « [il existe actuellement une opportunité unique et rare d'évacuer l'ensemble de Gaza. Bande.](#) » Le plan, piloté par Gila Gamliel, militante du parti Likoud et ministre des renseignements israéliens, appelait à expulser par la force 2,2 millions de Gazaouis vers la péninsule du Sinaï.

En décembre, Harey Zahav, un groupe immobilier israélien, a publié [des annonces pour des maisons en bord de mer](#) à Gaza. (Plus tard, Harey Zahav a déclaré que ses publicités étaient considérées comme une « [blague](#) ») Jared Kushner a déclaré que « [le front de mer de Gaza pourrait être très précieux](#) » et qu'il était intéressé par le développement de « [propriétés riveraines](#) » pendant qu'Israël « nettoie » la bande de Gaza. Et le gestionnaire de fonds spéculatifs, [Bill Ackman, a dévoilé](#) en avril son propre plan pour Gaza, qui n'est pas très éloigné de ce qu'envisage actuellement Netanyahu.

Reste à savoir si Gaza 2035 sera mis en œuvre ou non. Le 15 mai, le chef de la Défense israélienne [Yoav Gallant s'est prononcé](#) contre Gaza 2035 et a déclaré qu'il s'opposait à tout régime militaire à long terme d'Israël sur Gaza. Les critiques des Émirats arabes unis ont été [publiées](#) le lendemain, le 16 mai.

Le 21 mai, la Cour pénale internationale (CPI) a déclaré qu'elle demandait [des mandats d'arrêt](#) contre Netanyahu et Gallant, ainsi que contre le chef du Hamas Yahya Sinwar et deux autres dirigeants du Hamas.

(fin de l'extrait)

Ce projet n'aura pas lieu, c'est certain. Pour plein de raisons. À commencer par l'actualité immédiate qui conditionne beaucoup de choses et beaucoup d'inconnues, où rien n'est réglé, ni l'offensive génocidaire de l'État d'Israël sur Gaza (et son degré d'*achievement*), ni la situation du gouvernement de Netanyahu dans les semaines et mois à venir, ni ce qu'il en sera de l'administration US à la fin de 2024.

Par contre, ce qui est moins certain, c'est le refus absolu de son principe général, de son orientation d'ensemble qui n'a rien pour déplaire à l'administration US, qui ouvre des perspectives de développement capitaliste et qui reprend des éléments qui avaient déjà été suggérés dans le cadre du processus qui devait accompagner le prolongement des accords d'Abraham, à savoir, un nouvel accord, de normalisation, cette fois entre Israël et l'Arabie saoudite et où l'Égypte aurait été associée, notamment dans un volet économique d'intégration régionale, encouragé par Trump en particulier, du même tonneau que ce qu'on trouve dans « Gaza 2035 ».

Nul doute que nombre d'éléments du projet « Gaza 2035 » se retrouvent déjà et se retrouveront dans les discussions diplomatiques régionales menées sous la houlette des États-Unis ainsi que dans les plans et hypothèses d'investissement d'un paquet d'entreprises transnationales (et de leurs financiers) directement intéressées par cette ligne de profit à cours-moyen terme qui serait largement garantie par des accords impliquant la plupart des États de la région sous le parrainage des États-Unis.

Aujourd'hui, la balle est principalement dans les mains d'Israël, des États-Unis et dans une moindre mesure, de l'Arabie saoudite. Or, ce pays s'est récemment rapproché de la Chine et même de l'Iran.

La balle est aussi du côté de la résistance/résilience des Palestiniens face à leur anéantissement, quelque soit leur localisation et leur statut, qu'ils soient de Gaza, de Cisjordanie, de l'État d'Israël, de la diaspora, de partout. Et aussi des mouvements de solidarité pour l'arrêt des carnages et pour la libération palestinienne qui se lèvent dans le monde entier à mesure que le génocide prend chaque heure, chaque jour, un peu plus d'ampleur et atteint de nouveaux degrés dans l'horreur.

JF (27 mai 2024)